

PLAN DE L'OUVRAGE

INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
TITRE PREMIER – L'ÉMERGENCE TARDIVE D'UN DROIT DE L'ADMINISTRATION DU BIEN D'AUTRUI	7
Sous-titre I – L'administration du bien d'autrui dans une perspective historique	9
Chapitre I – Le mandat et l'administration pour autrui jusqu'à la codification du droit civil.	11
Section 1 – L'état de la question en droit romain	11
Section 2 – L'administration du bien d'autrui dans l'ancien droit	14
Section 3 – L'apport des codifications française et québécoise au domaine de l'administration du bien d'autrui	19
Chapitre II – Le mandat et l'administration pour autrui après les codifications de 1804 et de 1866	23
Section 1 – Le mandat et la prestation de services	24
Section 2 – Le mandat et la représentation	27
Section 3 – L'exercice d'une charge ou d'une fonction	30
Chapitre III – Le mandat dans le <i>Code civil du Québec</i>	33
Section 1 – La fonction de la qualification juridique	34
Section 2 – La représentation et le régime juridique du mandat	35
Section 3 – Les limites de la qualification de mandat	36

Sous-titre II – La genèse du Titre sur l'administration du bien d'autrui.	45
Chapitre I – Le Projet de l'Office de révision du <i>Code civil</i>	47
Chapitre II – Concordance ou divergence entre le projet de l'Office et le <i>Code civil du Québec</i>	51
TITRE DEUXIÈME – LE CHAMP D'APPLICATION DU TITRE DE L'ADMINISTRATION DU BIEN D'AUTRUI.	55
Sous-titre I – L'analyse des éléments constitutifs de la qualité d'administrateur du bien d'autrui.	57
Chapitre I – L'origine de l'expression « administrateur du bien d'autrui »	59
Chapitre II – L'histoire législative de l'article 1299 du <i>Code civil</i>	63
Chapitre III – La situation visée sous le vocable d'administration du bien d'autrui.	67
Section 1 – La polysémie des mots « administration » et « administrateur ».	67
Section 2 – Le principe de la capacité juridique et la charge d'administrer pour autrui.	69
Section 3 – La mise en oeuvre de l'administration du bien d'autrui	71
Sous-titre II – Le pouvoir juridique, fondement de l'administration du bien d'autrui	73
Chapitre I – Le pouvoir, une catégorie juridique émergente	75
Section 1 – Le pouvoir juridique dans le droit antérieur	75
Section 2 – Les diverses acceptions du mot « pouvoir »	77
Section 3 – La définition du pouvoir juridique	80

Chapitre II – Le régime juridique des pouvoirs et l'administration du bien d'autrui	87
Section 1 – L'attribution personnelle des pouvoirs	88
Section 2 – Le mode d'exercice des pouvoirs	88
Chapitre III – Les classifications des pouvoirs juridiques privés	91
Section 1 – La gratuité ou le caractère onéreux de la charge	93
Section 2 – Le degré d'autonomie dans l'exercice des pouvoirs	94
Section 3 – Les pouvoirs de représentation et les pouvoirs propres : la <i>summa divisio</i> des pouvoirs privés	95
Sous-titre III – Les administrateurs du bien d'autrui dans le <i>Code civil</i> et dans la législation	101
Chapitre I – Les administrateurs investis de pouvoirs de représentation	103
Section 1 – Les pouvoirs de représentation conventionnelle	103
Section 2 – Les pouvoirs de représentation d'origine légale et judiciaire	105
Section 3 – La représentation de fait	109
Chapitre II – Les administrateurs investis de pouvoirs propres	111
Section 1 – Les pouvoirs propres autonomes	111
§1 – Les pouvoirs autonomes dans le <i>Code civil</i>	112
§2 – Les autres administrateurs du bien d'autrui avec pouvoirs autonomes	121
Section 2 – Les pouvoirs organiques	125
§1 – Les pouvoirs organiques et les personnes morales	126
§2 – Les pouvoirs organiques, la société et l'association	131

§3 – Les pouvoirs organiques, la fiducie et la fondation	133
§4 – L'exercice de fait de pouvoirs organiques	137
Sous-titre IV – L'administration du bien d'autrui et les institutions dont elle doit être distinguée . . .	139
Chapitre 1 – Les titulaires d'un droit sur le bien d'autrui	141
Chapitre 2 – Les prestataires de services	143
Chapitre 3 – Les fonctions de conseil, d'autorisation, d'approbation	149
Chapitre 4 – L'indétermination des expressions « en fidéicommiss », « en fiducie » ou « in trust »	151
TITRE TROISIÈME – LE RÉGIME JURIDIQUE DE L'ADMINISTRATION DU BIEN D'AUTRUI	157
Sous-titre I – Le choix de l'administrateur du bien d'autrui et sa rémunération	159
Chapitre I – Les qualités requises de l'administrateur du bien d'autrui.	161
Section 1 – La personne morale	161
Section 2 – La personne physique	166
Chapitre II – La rémunération de l'administrateur . . .	171
Section 1 – Les exceptions au droit à une rémunération	172
Section 2 – La détermination de la rémunération. . .	175
Sous-titre II – L'étendue des pouvoirs de l'administrateur du bien d'autrui	179
Chapitre I – La distinction entre la simple adminis- tration et la pleine administration	181
Section 1 – Le caractère novateur de la distinction et son champ d'application.	181

Section 2 – Les pouvoirs de la simple administration et de la pleine administration	186
§1 – Analyse de la simple administration et de la pleine administration	187
§2 – La nouvelle distinction entre les actes d'administration	189
I – Les actes auxquels l'administrateur est tenu	190
II – Les actes que l'administrateur « peut » faire	192
III – L'application de la distinction entre ce qui doit être fait et ce qui peut être fait . .	197
Section 3 – Les actes prohibés	203
§1 – La prohibition des libéralités	203
§2 – Les atténuations à la prohibition des libéralités	207
I – La donation modique	207
II – La faculté d'élire	210
§3 – Les autres actes prohibés	213
Chapitre II – La modification des pouvoirs légaux de l'administrateur du bien d'autrui	217
Section 1 – L'administration d'origine contractuelle .	218
Section 2 – L'administration d'origine légale	219
§1 – Les cas d'incapacité d'exercice	220
§2 – Les cas de liquidation de biens	221
Section 3 – L'administration d'origine mixte	227
Sous-titre III – L'exercice des pouvoirs de l'administrateur du bien d'autrui	229
Chapitre I – Les règles à observer lors de l'entrée en fonction	231
Section 1 – L'acceptation de la charge d'adminis- trateur du bien d'autrui	231
Section 2 – La fourniture d'une garantie	234
§1 – Les cas d'obligation de fournir une garantie . .	234

§2 – L'exécution de l'obligation de fournir une garantie	237
Section 3 – La confection d'un inventaire	240
§1 – La nécessité de faire inventaire	240
§2 – La forme et le contenu de l'inventaire	244
Chapitre II – Les obligations relatives à l'exercice de pouvoirs juridiques	249
Section 1 – L'obligation de prudence et de diligence d'un administrateur du bien d'autrui	250
§1 – Principes généraux	250
§2 – Les obligations relatives aux placements	261
§3 – Les clauses exonératoires ou limitatives de responsabilité	267
§4 – La délégation des pouvoirs	274
Section 2 – L'obligation de loyauté de l'administrateur du bien d'autrui	279
§1 – Le fondement de l'obligation de loyauté de l'administrateur	280
§2 – Le contenu de l'obligation de loyauté	284
I – L'obligation relative aux conflits d'intérêts	284
II – L'obligation d'impartialité en cas de pluralité de bénéficiaires	289
III – L'obligation de ne pas confondre les biens administrés	292
IV – Le rapport périodique et l'information du bénéficiaire	297
Chapitre III – L'administration collective du bien d'autrui	303
Section 1 – Les règles relatives à l'administration collective	304
Section 2 – La responsabilité solidaire des coadministrateurs	308
Sous-titre IV – Les recours découlant de l'administration du bien d'autrui	313

Chapitre I – L'intérêt et la qualité pour agir en justice	315
Section 1 – Principes généraux	315
Section 2 – La surveillance de l'administration avec représentation	320
Section 3 – La surveillance de l'administration sans représentation	322
Chapitre II – La nullité des actes juridiques irréguliers.	325
Section 1 – Pouvoir et validité des actes juridiques . .	325
Section 2 – Les actes à titre onéreux annulables . . .	330
Section 3 – Nature et régime juridique de la nullité .	333
§1 – La nullité relative	334
§2 – Le régime de la nullité relative	336
§3 – L'apparence de qualité ou de pouvoirs	342
Section 4 – La nullité des actes à titre gratuit.	347
Chapitre III – Les autres sanctions de l'adminis- tration.	349
Section 1 – Les mesures sans caractère indem- nitaire.	349
Section 2 – Les dommages-intérêts	356
§1 – L'action du bénéficiaire	357
§2 – L'action du tiers	361
Sous-titre V – La fin de l'administration.	363
Chapitre I – Les causes qui mettent fin à l'administration	365
Section 1 – Les causes d'extinction des pouvoirs de l'administrateur actuel	365
§1 – Les causes relatives à l'administrateur.	366
§2 – Les autres causes d'extinction des pouvoirs . .	369
Section 2 – Les causes qui mettent fin à l'adminis- tration elle-même.	372

Chapitre II – Les conséquences de la fin de l'administration	375
Section 1 – La reddition de compte et la remise des biens	375
§1 – Aspects procéduraux de la reddition de compte	377
§2 – Le contenu du compte définitif	384
Section 2 – Les obligations du bénéficiaire	391
§1 – Les obligations à l'égard de l'administrateur	391
§2 – La responsabilité du bénéficiaire à l'égard des tiers	392
TABLE ANALYTIQUE	395
BIBLIOGRAPHIE	421
TABLE DE LA LÉGISLATION	449
TABLE DE LA JURISPRUDENCE	485
INDEX ALPHABÉTIQUE	515